

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 21/3 (1994)

DOI: 10.11588/fr.1994.3.59173

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

vertretungen rechtlich fixiert. Die Autoren stellen fest, daß die Professionalisierung Polarisierungstendenzen auf verschiedenen Ebenen zur Folge hatte. Zum einen verfestigten sich die beiden Pole Krankenhaus-/universitäre Medizin und freiberufliche Medizin zum Nachteil der öffentlichen Gesundheitspflege. Hieraus resultierte zwangsläufig eine Konzentration der medizinischen Leistungen auf die Stadt, wo ein lukrativerer Markt für die medizinischen Anbieter vorzufinden ist. Neben dieser medizinischen Unterversorgung der ländlichen Gebiete konstatieren die Autoren zum anderen einen starken Trend zur Spezialisierung in der tunesischen Ärzteschaft. Nur 22% der Ärzte sind Allgemeinmediziner, obwohl die basismedizinische Versorgung des Landes noch nicht sichergestellt ist. Das vierte und letzte Kapitel nimmt die staatliche Gesundheitspolitik unter die Lupe. Trotz der Verdichtung der medizinischen Infrastruktur hatte die Eigendynamik der Medikalisierung und die schwankende gesundheitspolitische Linie der Regierung Defizite im Medikalsystem zur Folge, die durch verschiedene, teils von ausländischen Geldgebern, teils vom tunesischen Staat finanzierte Projekte ausgeglichen werden sollten. Insbesondere heben die Autoren hier die Initiative »Soins de Santé de Base« hervor, die eine Umverteilung vor allem der basismedizinischen Ressourcen von der städtischen Metropole an die rurale Peripherie zum Ziel hatte. Das ehrgeizige Projekt war aber wegen organisatorischer und finanzieller Probleme sowie aufgrund des massiven Widerstandes der etablierten Ärzteschaft zum Scheitern verurteilt. Die sich zeitgleich verschärfende Rezession sowie die Kostenexplosion im Gesundheitswesen machten eine Kurskorrektur notwendig, wie sie im 7. Finanzplan für die Jahre 1987–91 vorgesehen ist. Es werden Überlegungen angestellt, wie die Kosten stärker auf die Versicherungsträger und die Versicherten abgewälzt werden können. Obwohl der Staat eigentlich nur für die Deckung der medizinischen Kosten desjenigen Drittels der Bevölkerung, das unter die »Assistance médicale gratuite« fällt, zuständig wäre, muß er mehr als die Hälfte der finanziellen Belastungen im Medikalsystem tragen (S. 247f.). Hier darf man zusammen mit den Autoren gespannt sein, auf welche Weise der tunesische Staat diese brennenden Probleme konkret angehen wird.

Zusammenfassend kann festgehalten werden, daß hier eine informative Studie zur Medikalisierung an einem interessanten Beispiel vorgelegt wurde, weist Tunesien doch starke ökonomische, soziale und kulturelle Disparitäten auf. Über die Auswertung des offiziellen statistischen Materials und die Verarbeitung der Sekundärliteratur hinaus, stellen die Autoren eigene Datenerhebungen zur Verfügung und analysieren diese im Kontext der übergeordneten Fragestellung der Medikalisierung. Obwohl man sich vielleicht eine noch stärkere Synthese aller Untersuchungsebenen hätte vorstellen können, handelt es sich doch insgesamt um eine Studie von überzeugendem Aufbau, anspruchsvoller Methodik und konsequenter Durchführung.

Annett MOSES, Heidelberg

Ingo KOLBOOM, Vom geteilten zum vereinten Deutschland. Deutschland-Bilder in Frankreich, Bonn (Forschungsinstitut der Deutschen Gesellschaft für Auswärtige Politik e.V.) 1991, 108 p. (Arbeitspapiere zur internationalen Politik, 61).

Nul n'était plus qualifié que Ingo Kolboom pour soumettre à un examen critique les clichés et stéréotypes qui ont pesé sur le débat suscité en France par l'unification allemande. En effet, à cette époque l'auteur dirigea le centre de recherche France-Allemagne à l'association allemande de politique étrangère, à Bonn, et ses travaux sur la vie politique, économique et sociale de notre pays font autorité. En outre, il a pour la littérature et la civilisation française des affinités particulières et connaît bien les milieux où se façonne l'opinion publique. Enfin, acquis à la cause de la réconciliation et de la coopération franco-allemandes, il ne peut que s'irriter des manipulations qui tendent à compromettre le succès de cette entreprise et en



L'occurrence son souci est de rétablir la vérité sur l'image de l'Allemagne qui prévaut en France. Il serait souhaitable que cette étude soit traduite dans notre langue car sa diffusion contribuerait à dissiper bien des malentendus et à faire contrepoids au pouvoir abusif exercé par les nouveaux clercs sur les tréteaux médiatiques.

Kolboom commence par établir l'inventaire des opinions négatives formulées par les «maîtres penseurs» du microcosme parisien sur l'Allemagne dont la fatalité serait de reconstituer indéfiniment autour d'elle la «coalition de la peur». Le florilège qu'il a composé en puisant dans la littérature périodique (les pages de couverture des magazines reproduites en annexe sont particulièrement suggestives) et dans des écrits de circonstance (les livres de Brigitte Sauzay, Alain Minc, George Valence, etc...) témoigne de la force des préjugés dans l'imaginaire des nations et du poids du passé dans la mémoire des peuples. Certes on conçoit que l'évocation du «retour de Bismarck» suscite des appréhensions en France dans la mesure où l'unité de l'Allemagne s'est faite au XIX<sup>e</sup> siècle au détriment de notre pays et en laissant entendre que les écologistes et les pacifistes des années 70 et 80 cédaient à la «force du vertige» on éveille inévitablement le souvenir de la fascination exercée naguère sur le peuple allemand par le nazisme. Mais comme le souligne Kolboom, ces clichés ne sont plus de mise dès lors que l'on se trouve en présence d'une Allemagne qui a exorcisé les démons du militarisme et du racisme et s'est affirmée comme une démocratie stable et prospère, attachée aux valeurs occidentales et membre à part entière d'une Europe en voie d'unification.

Bien que cet essai ne traite pas de la politique allemande de la France et se préoccupe avant tout des phénomènes d'opinion, on saura gré à l'auteur d'avoir corrigé la présentation sommaire qui est habituellement faite de l'action menée par notre pays à l'époque où le cap de l'unité étatique avait été fixé par le chancelier Kohl mais où de grandes incertitudes subsistaient sur les voies et les moyens pour atteindre cet objectif. Les démarches de la diplomatie française, pour ambivalentes qu'elles aient pu paraître, ne tendaient pas comme on l'a parfois soutenu à empêcher la reconstitution de l'unité allemande mais à faire en sorte qu'elle pût se concilier avec le maintien des équilibres sur lesquels reposait la sécurité en Europe. Sur ce point Kolboom ne sacrifie pas aux idées reçues et il souligne à juste titre que le Président de la République avait indiqué clairement dans un entretien avec cinq journaux européens, en juillet 1989, dans quel esprit il envisageait la solution de la question allemande. A cet égard, la politique de François Mitterrand s'inscrivait dans la continuité de celle du général de Gaulle et nul doute que le choix de l'entente et de la coopération entre deux pays qui s'étaient durement affrontés dans le passé ait contribué dans une large mesure à modifier l'image de l'Allemagne en France.

En définitive, l'étude de Kolboom établit d'une manière irréfutable que la majorité des Français est demeurée insensible aux arguments fallacieux des «prophètes de malheur» et n'a pas été prise de panique à la perspective de l'émergence d'une Allemagne de 80 millions d'habitants dont le poids économique se fera sentir en Europe centrale et orientale et ne sera pas sans effet sur la configuration future de l'Union européenne. Toutefois il n'est pas exclu que les vicissitudes de la construction européenne, la dégradation de la situation économique et sociale dans les nouveaux Länder, les ambiguïtés de la politique internationale de l'Allemagne unie et la résurgence de comportements xénophobes et racistes ne conduisent à brouiller l'image de l'Allemagne dans l'esprit des Français et à modifier les données sur lesquelles s'est appuyé Kolboom.

Il n'en reste pas moins que sa démarche intellectuelle est d'une rectitude exemplaire et qu'on ne peut que souscrire aux conclusions qu'il formule au terme de sa démonstration: l'unité de l'Allemagne s'est réalisée selon un mode pacifique et son insertion dans le cadre des institutions européennes et atlantiques était de nature à dissiper les craintes relatives à une renaissance de l'hégémonie allemande en Europe et dans le monde. Aussi l'opinion française a-t-elle réagi favorablement et le gouvernement n'a-t-il pas fait obstruction à l'unification allemande. Il conviendrait donc que les intellectuels français et allemands dignes de ce nom



persévèrent dans la voie du dialogue et de l'élucidation des réalités qui prévalent dans leurs pays respectifs afin de réduire au minimum l'audience de ceux qui se complaisent dans la diffusion des images fausses et des préjugés éculés.

Jean KLEIN, Paris

Patrick MOREAU, PDS. Anatomie einer postkommunistischen Partei, Bonn, Berlin (Bouvier) 1992, 466 p. (Schriftenreihe Extremismus und Demokratie, 3).

Dans ce volumineux ouvrage, Moreau retrace, chronologiquement, l'histoire des deux premières années d'existence du PDS, expose son fonctionnement interne, les conflits qui n'ont cessé de l'agiter et donne un aperçu des orientations politiques des divers courants qui l'ont composé (ou le composent encore). L'auteur nous fournit une masse d'informations utiles: biographies de ses dirigeants (p. 33-36) ou de ses députés (p. 315-319), sociologie de ses adhérents (p. 332-353). Ainsi apprend-t-on que la proportion des femmes (40%) et des retraités y est particulièrement élevée, plus élevée que dans la CDU ou le SPD (p. 341, 356, 369). Or curieusement si les adhérents sont âgés les dirigeant(e)s sont jeunes: le président Gregor Gysi a 44 ans et 9 membres de l'organisme dirigeant sur 17 sont plus jeunes que lui (p. 270). Moreau, qui annonce la publication d'un ouvrage sur le DKP, analyse minutieusement les rapports entre le PDS et les différents courants de l'ex-parti communiste de RFA qui l'ont rejoint (peut-être y consacre-t-il trop de pages, puisque le nombre d'adhérents du PDS dans l'ex-RFA s'élève à quelques centaines seulement).

Au delà de cet aspect informatif, on s'interroge sur la problématique qui sous-tend l'ouvrage. La question posée dans l'introduction (p. 14): le PDS est-il un parti démocratique ou un parti post-communiste impliquerait une définition de ce qu'est un parti post-communiste. A dix reprises, Moreau fait grief au PDS de n'être pas un parti démocratique. Or l'essentiel de ses sources lui est fourni par les publications du PDS, lequel y fait longuement état des discussions internes, donne la parole aux divers courants, soumet ses statuts au vote de la base, tient congrès pour ainsi dire en permanence. Bref par ses modes de fonctionnement, ses structures, le PDS, d'après ce que nous dit l'auteur, apparaît plus démocratique que n'importe lequel des grands partis traditionnels, en France sûrement, en Allemagne probablement. Le PDS n'a pas réussi à s'intégrer au système démocratique en vigueur en Allemagne. La constatation est exacte. A quoi et à qui cela tient-il? N'eût-il pas été intéressant d'analyser l'attitude à son égard des autres forces politiques: pas seulement la CDU, mais aussi le SPD et les syndicats? A deux reprises (p. 280 et 369), il est fait état du silence absolu des médias. Si on en parle c'est pour le dénigrer: un député note qu'il suffit d'insulter le PDS pour être applaudi dans la presse et sur les bancs du Bundestag (p. 280).

Le commentaire de Moreau est toujours péjoratif. Ainsi dans la question des statuts du parti, la direction est accusée de manipulation (p. 244), Gregor Gysi, d'avoir retardé de six mois la décision (p. 248), d'avoir réussi à «masquer le caractère anti-démocratique du projet de statut» (p. 257) ... or l'on apprend 80 pages plus loin que ces statuts ont été soumis à l'appréciation de la base et qu'ils ont été massivement adoptés (p. 334).

Le programme «Sécurité 2000» est pour l'auteur «un signe évident de la perte du sens des réalités» dans le parti. Or celui-ci exigeait en janvier 1990 «la réduction de moitié des effectifs de la Bundeswehr et de la Nationale Volksarmee [RDA], la réduction à 12 mois du service militaire, l'arrêt immédiat de la modernisation des armements» (p. 59). Si le PDS s'intéresse au sort des femmes, revendique la liberté d'avortement, il s'agit de thèmes banalement «classiques» (p. 238) et Moreau pense que, lors du prochain débat au Bundestag, le PDS ne jouera qu'un rôle marginal. Au moment du vote, les voix du PDS ont tout de même compté.

L'auteur utilise des procédés dont usent certains journalistes, mais que s'interdisent la plupart du temps les historiens. Un des membres du PDS est accusé «selon des milieux